

REPUBIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

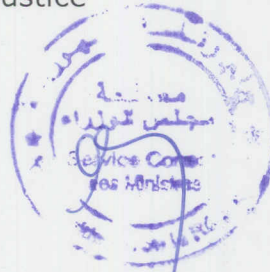
Honneur – Fraternité – Justice

MINISTERE DE LA JUSTICE

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Visa : DGLTEJO

Le Directeur Général



Arrêté conjoint N°-----M J/BCM/2009

Portant application par les Avocats et les Notaires de certaines dispositions de la loi 2005-048 relatives aux mesures de vigilance, à la conservation des documents, et à la détection du Blanchiment d'Argent et du Financement du Terrorisme.

Le Ministre de la Justice,

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie,

- Vu la loi n°73-118 du 30 Mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu la loi n°95-024 du 19 Juillet 1995, abrogeant et remplaçant l'ordonnance 86-112 du 12 Juillet 1986 portant institution de l'Ordre National des Avocats
- Vu la loi n° 97-020 du 16 Juillet 1997 portant statut des Notaires
- Vu la loi n°2005-047 du 26 Juillet 2005 relative à la lutte contre le Terrorisme ;
- Vu la loi n°2005-048 du 27 juillet 2005 relative à la lutte contre le Blanchiment d'argent et le Financement du Terrorisme ;
- Vu l'ordonnance n°2007-004 du 12 Janvier 2007 portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'ordonnance n° 2007-020 du 13 Mars 2007 portant réglementation des établissements de crédit ;
- Vu le décret 157-2007 du 6 septembre 2007 relatif au conseil des ministres et aux attributions du premier Ministre et des Ministres ;
- Vu le décret n° 2006-043 du 18 Mai 2006 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission d'Analyse des Informations Financières (CANIF) ;
- Vu le décret 097 -2009 du 11 août 2009 portant nomination des membres du gouvernement ;
- Vu le Décret n° 102/2009 du 13 Août 2009 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;

- Vu Décret n° 197-2008/PM du 22 Octobre 2008 fixant les attributions du Ministère de la Justice et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

ARRESENT :

Article premier : En application des dispositions de la loi 2005-048 du 27 Juillet 2005, les Avocats et les Notaires, lorsqu'ils préparent ou effectuent des opérations pour le compte de leurs clients ou les assistent en dehors de toute procédure judiciaire, sont tenus de :

- s'assurer de l'identité et de l'adresse de leurs clients, avant d'établir toute relation d'affaire. La vérification de l'identité d'une personne physique se fait au moyen d'une Carte d'Identité Nationale en cours de validité, de son numéro d'immatriculation au registre de commerce si elle est commerçante. Quant à celle d'une personne morale elle est effectuée sur présentation de l'original des statuts de l'Entité concernée ainsi que de son numéro d'immatriculation au Registre de commerce.
- Vérifier l'identité et l'adresse des véritables responsables ou mandataires sur la base de la production de pièces originales attestant la délégation de pouvoirs ainsi que celles de l'ayant droit économique.

Les Avocats et les Notaires doivent également apporter une attention particulière aux menaces de blanchiment d'Argent inhérents aux technologies nouvelles ou en développement qui risquent de favoriser l'anonymat dans le dispositif de blanchiment d'Argent ou de financement du terrorisme.

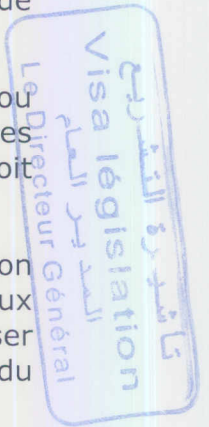
Article 2: les Avocats et les Notaires sont tenus de prendre les mesures de vigilance ci-dessus indiquées à l'égard de la clientèle:

- avant de nouer des relations d'affaires avec leurs clients
- lorsqu'ils préparent, effectuent des opérations ou des services de notariat, pour le compte de leurs clients ou les assistent,
- ou lorsqu'il y'a suspicion de Blanchiment d'Argent ou de Financement de Terrorisme ou des doutes quant à la véracité ou à la pertinence des données d'identification du client précédemment obtenues.

Article 3: Les Avocats et les Notaires sont tenus de conserver pendant dix ans au moins à compter de la cessation des relations avec leurs clients, les pièces et documents relatifs à leur identité. Ils doivent également conserver les pièces et documents relatifs aux opérations effectuées pendant dix ans au moins à compter de la fin de l'exercice au cours duquel ces opérations ont été réalisées .

Article 4: Les Avocats et les Notaires doivent mettre en place au sein de leurs Institutions et maintenir des programmes internes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sous la supervision de leurs autorités de contrôle par :

- la mise en place d'un dispositif de contrôle propre pour l'application des dispositions de la loi 2005-048 dont notamment la détection et



la déclaration des opérations suspectes à la CANIF (CF modèle de déclaration de soupçon ci-joint).

- la désignation de responsables internes chargés de l'application des programmes de lutte contre le blanchiment d'Argent et le financement du terrorisme
- la centralisation des informations sur l'identité des clients;
- le traitement des transactions suspectes ;
- la formation continue du personnel dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Article 5 : Les Autorités Contrôles des Avocats et des Notaires, sont habilitées à étendre les sanctions disciplinaires et administratives à ceux qui, parmi les membres de leurs ordres ne se conformeraient pas aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme.

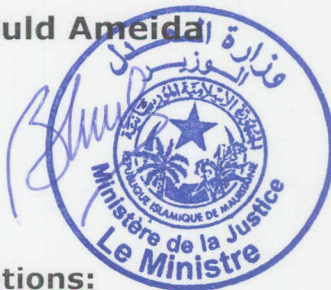
Article 6 : Le Secrétaire Général du Ministère de la Justice, le Gouverneur Adjoint de la Banque Centrale de Mauritanie et le Secrétaire Général de la Commission d'Analyse des Informations Financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le

18 JAN 2010

LE Ministre de la Justice

Baha Ould Ameida



Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie

Sid'Ahmed Ould RAISS



Ampliations:

PM/SGG-----3

MSG/PR-----3

IGE-----3

MJ-----6

Ts Ministères--25

BCM-----6

DGLTEJO-----3

Archives-----3

JO-----3